

« Nous sommes ici et nous y resterons, libres, souverains et indépendants »

Publié le [26 décembre, 2017](#)



Allocution prononcée par le général d'armée Raul Castro Ruz, Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, à la clôture de la 10^e Session ordinaire de la 8^e Législature de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, au Palais des Conventions, le 21 décembre 2017, « Année 59 de la Révolution. »

(Traduction de la version sténographique du Conseil d'État)

Camarades,

Il m'incombe d'apporter les conclusions de la Période ordinaire de sessions de la 8^e Législature de l'Assemblée nationale. À cette occasion, j'aborderai plusieurs questions de l'actualité nationale et internationale.

Entre le 8 et le 10 septembre, notre pays a été frappé par l'ouragan Irma, qualifié comme l'événement météorologique le plus puissant et le plus violent de l'histoire de l'Atlantique, dont les vents violents, les pluies intenses et de graves inondations côtières ont touché 12 provinces, à des degrés divers.

En dépit des actions considérables déployées pour protéger la population, comprenant la protection de plus de 1,8 million de personnes, nous avons dû déplorer la perte de 10 compatriotes. Plus de 179 000 logements ont été endommagés et des dégâts importants ont été causés aux infrastructures, aux bâtiments du système national de santé, aux établissements d'enseignement, à l'agriculture, à l'industrie sucrière, aux installations touristiques et aux communications. Pour la première fois, le réseau national

d'électricité a été interrompu dans tout le pays.

En résumé, les dommages occasionnés par l'ouragan Irma ont été estimés à 13,185 milliards de pesos, un chiffre calculé à partir de la parité du peso avec le dollar étasunien.

Une fois de plus, notre peuple a fait preuve d'esprit de résistance et de victoire, et il a fait face avec organisation, unité, discipline et solidarité à cet événement et à l'étape de reconstruction.

En seulement 20 jours, l'approvisionnement en électricité et en eau a été rétabli sur l'ensemble du territoire national, une activité dans laquelle – associées aux forces spécialisées – les brigades mixtes de soutien formées dans chaque municipalité, se sont illustrées, assurant les tâches de nettoyage, d'élagage, d'ouverture de trous et de portage des poteaux électriques, afin de venir en aide aux ouvriers chargés de rétablir l'électricité.

Par ailleurs, en à peine 62 jours, tous les dommages survenus dans les installations touristiques ont été réparés, de sorte que celles-ci étaient prêtes à offrir leurs services avant le début de la haute saison.

Personne n'a été abandonné à son sort. Le gouvernement révolutionnaire a adopté un ensemble de mesures visant à faciliter aux victimes l'achat de matériaux de construction et de produits de première nécessité.

Nous avons réussi à préserver les services d'éducation et de santé, en garantissant la stabilité épidémiologique.

Plusieurs programmes de construction de logements plus solides et plus résistants dans les communautés qui ont subi les plus gros dégâts sont en cours d'exécution, ce qui restera l'une des principales priorités du Plan de l'Économie nationale pour l'année prochaine et au-delà. Dans ce sens, il convient de renforcer les ressources locales disponibles afin d'accélérer le règlement de ce vieux problème du logement.

Il est juste de reconnaître le rôle joué par les régions stratégiques et leurs responsables respectifs, les conseils de défense provinciaux et municipaux, dirigés par les plus hauts dirigeants du Parti et du gouvernement dans ces

instances, et au niveau de la zone de défense, les organisations de masse, les Forces armées révolutionnaires, le ministère de l'Intérieur et d'autres organismes de l'Administration centrale de l'État.

Les résultats obtenus face à cet ouragan et les expériences accumulées à l'occasion de phénomènes climatiques semblables au cours de ces dernières années confirment la permanence et la validité de la doctrine de la Guerre de tout le peuple, et l'organisation du système de la défense territoriale et son perfectionnement systématique, en tant que piliers destinés à affronter et vaincre tout événement ou menace, qu'il provienne de la nature ou de toute autre type (Applaudissements).

Je saisis cette occasion pour exprimer une nouvelle fois, au nom du peuple cubain, notre plus profonde gratitude pour l'aide et les innombrables manifestations de soutien qui nous sont parvenues de toutes les parties du monde par le biais de chefs d'État et de gouvernement, d'organisations politiques, de mouvements de solidarité et d'amis de Cuba.

Pour changer de sujet, je voudrais profiter de cette occasion pour évoquer la tenue réussie de la première phase des élections générales, qui a vu l'élection des délégués aux assemblées municipales du Pouvoir populaire, qui ont été constituées le dimanche 17 décembre dernier.

Une fois de plus, notre peuple s'est rendu massivement aux urnes pour exercer son droit de vote, avec une participation de 89,02 % au premier tour de scrutin, un chiffre semblable à celui des élections précédentes.

Par ailleurs, la qualité du suffrage a été meilleure que celle des élections effectuées en 2015, le pourcentage de bulletins valides ayant été supérieur, et donc avec moins de bulletins annulés ou blancs.

Ce processus s'est caractérisé par une plus grande préparation, organisation et cohésion du travail entre les autorités électorales aux différents niveaux, les institutions de l'État, les organisations de masse et sociales et les citoyens. En fait, il s'est agi d'une manifestation du soutien massif et de confiance du peuple envers la Révolution et la démocratie socialiste, ainsi qu'un digne hommage à son leader historique, et il devrait en être ainsi lors de la prochaine étape qui sera bientôt convoquée.

Comme nous l'avons expliqué, en raison des graves dommages provoqués par l'ouragan Irma, en pleine phase de désignation directe des candidats aux postes de délégués, nous avons été contraints de modifier les dates prévues pour les élections des délégués aux assemblées municipales du Pouvoir populaire.

En conséquence de ce qui précède, aujourd'hui, conformément à la Constitution de la République, cette Assemblée a décidé de prolonger le mandat des délégués des assemblées provinciales et des députés de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, si bien que la mise en place du nouveau Parlement n'aura pas lieu le 24 février, comme cela a généralement été le cas, mais le 19 avril, coïncidant avec le jour de la victoire à Playa Giron, qui représenta la première grande victoire du socialisme, que Fidel avait déjà proclamé.

Au cours de cette session, le Bureau du Ministère public et la Cour suprême populaire ont procédé à leur reddition de compte. Des organes qui, en raison de leur importance dans le renforcement des institutions et de la discipline sociale, exigent un appui et une attention permanente dans l'exécution des missions qui leur sont confiées, ainsi que le respect de leurs attributions, de leur indépendance et de la stricte exécution de leurs décisions. Dans le même temps, nous nous devons d'exiger de ses membres un comportement éthique et un engagement indéfectible envers le peuple et la Révolution.

Au cours de cet exercice, nous avons pu observer les progrès accomplis par ces deux institutions dans l'exécution des fonctions qui leur revient dans le cadre de la Constitution.

Depuis mardi dernier, les députés ont été largement informés sur la situation économique du pays, ce qui me libère d'entrer dans les détails en la matière.

En m'adressant à cette Assemblée en décembre de l'année dernière, j'avais alerté sur le fait que les tensions financières et les défis persisteraient en 2017, et qu'ils pourraient même s'aggraver, toutefois nous prévoyions de reprendre la voie ascendante dans les performances de l'économie nationale et d'atteindre une croissance modérée du PIB de l'ordre de 2 %.

Comme vous en avez reçu les explications au cours de cette session, le PIB a maintenu son chiffre positif en enregistrant une croissance de 1,6%, un résultat qui, bien qu'il ne nous satisfasse pas, a été atteint dans un scénario aggravé par les restrictions financières, une disponibilité insuffisante de combustible, ce à quoi il nous faut ajouter l'impact en rien négligeable de la sécheresse aiguë subie depuis trois ans et les dommages considérables causés par l'ouragan Irma, une question à laquelle j'ai déjà fait référence.

Nous ne saurions ignorer non plus les effets du blocus économique, commercial et financier du gouvernement des États-Unis, qui non seulement se maintient depuis plus de 56 ans, mais s'intensifie sous la nouvelle administration,

La reprise modeste de l'économie a été favorisée par la dynamique dans le tourisme, un secteur où s'imposera un nouveau record de 4,7 millions de visiteurs internationaux, ainsi que des augmentations principalement dans le transport, les communications, l'agriculture et la construction.

Les principaux programmes d'investissements liés au développement des infrastructures et à la croissance des sources de revenus externes se sont comportés de façon acceptable.

Au milieu des tensions financières, nous avons assuré la vitalité des services sociaux fournis gratuitement à tous les Cubains.

Nous avons également préservé l'équilibre financier interne, avec davantage d'offres dans le réseau d'établissements de détail qui, bien qu'encore insuffisantes, permettent d'améliorer la réponse à la demande croissante de la population.

Le Plan de l'Économie et le Budget de l'État pour 2018 adoptés aujourd'hui par ce Parlement, prévoient une croissance du Produit intérieur brut d'environ 2%, ce qui suppose de garantir l'utilisation efficace des ressources financières et matérielles disponibles, d'accroître les recettes d'exportation, d'augmenter les productions nationales, notamment les aliments, sans renoncer aux programmes de développement en cours visant à générer des recettes et de nouvelles sources d'emplois.

L'année prochaine sera également compliquée pour les finances extérieures du pays. Cependant, nous maintiendrons le ferme objectif de récupérer progressivement la crédibilité internationale de notre économie. Je voudrais saisir cette occasion pour confirmer aux créanciers notre volonté d'honorer les engagements pris dans les différents processus de réorganisation de notre dette extérieure.

Nous poursuivrons nos efforts visant à réduire graduellement les remboursements courants exigibles à nos fournisseurs, que nous remercions pour leur soutien et leur compréhension des difficultés passagères auxquelles nous sommes confrontés.

Nous devons également consolider la participation encore naissante des investissements étrangers dans notre économie, une orientation qui, au cours de l'année 2017, a montré des résultats supérieurs, mais qui est certainement encore insuffisante.

Aujourd'hui, les députés, comme nous l'avons fait hier en séance plénière du Comité central, ont évalué l'état de la mise en œuvre des Orientations de la politique économique et sociale du Parti et de la Révolution.

Durant la période analysée, le processus d'élaboration des versions finales des documents programmatiques présentés au 7e Congrès du Parti a été achevé. Par ailleurs, la marche de la mise en œuvre des politiques adoptées sur la base des expériences obtenues a fait l'objet d'une évaluation critique, dans le but de corriger les distorsions et les violations identifiées.

Des efforts importants ont été consentis à l'élaboration des normes juridiques visant à perfectionner les formes de gestion non étatiques, à savoir le travail à son compte et l'expérience des coopératives non agricoles.

À ce propos, il ne semble pas superflu de confirmer que nous ne renonçons pas au déploiement et au développement des formes de gestion non étatiques dans notre économie. Nous ne reculerons pas et nous ne nous immobilisons pas, mais il nous faut veiller au respect de la Loi, consolider les résultats positifs et lutter fermement contre les illégalités et la violation de la politique en vigueur. En d'autres termes, nous devons veiller à ce que les changements dans ce domaine se mettent en place correctement et corriger

résolument toute déviation qui nous éloigne de la voie choisie.

Dans le même temps, nous avons appliqué les mesures adoptées pour la transformation progressive et le perfectionnement du système d'entreprises d'État, qui, comme nous le savons tous, est la principale forme de propriété dans l'économie nationale socialiste.

Récemment, de nouvelles normes juridiques concernant le système d'entreprises cubain ont été publiées, ce qui représente une nouvelle étape dans l'objectif de séparer les fonctions de l'État de celles des entreprises afin d'accroître l'efficacité et l'organisation, en attribuant à celui-ci une plus grande autonomie dans sa gestion.

Actuellement, des actions de formation et de diffusion sont mises en place pour faciliter l'application des normes juridiques publiées.

Même si l'élimination de la dualité monétaire et des taux de change ne résoudra pas par magie tous les problèmes accumulés dans l'économie cubaine, il s'agit du processus le plus décisif pour progresser dans la mise à jour du modèle économique en raison de l'impact de cette mesure dans toutes les sphères de l'activité économique et sociale de la nation. Tant que cela ne sera pas résolu, il sera difficile d'avancer correctement.

Au cours de cette période, nous avons renforcé et intensifié le travail avec une plus grande intégralité et une plus grande portée, afin d'être en mesure, tout en unifiant le système monétaire, de surmonter les distorsions existantes en termes d'allocations, de prix et de tarifs de gros et de détail et, bien sûr, en termes de pensions et de salaires dans le secteur d'État de l'économie.

Personne ne peut calculer, pas même le plus sage de nos sages, le coût élevé représenté par la persistance de la dualité monétaire et des taux de change pour le secteur d'État. Une dualité qui favorise l'injustice de la pyramide inversée, où celui qui exerce une plus grande responsabilité reçoit un salaire inférieur et où bon nombre de citoyens compétents ne se sentent pas motivés par un travail légal, en même temps que l'on décourage la promotion à des postes supérieurs des meilleurs travailleurs et cadres et des plus qualifiés, dont certains émigrent vers le secteur non étatique.

Je dois reconnaître que ce thème nous a pris trop de temps et que sa résolution ne peut plus être retardée (Applaudissements).

Comme à d'autres occasions, il me semble opportun de procéder à un bref bilan de certaines des principales questions de politique étrangère.

En 2017, nous avons été témoin d'une détérioration grave et irrationnelle des relations entre les États-Unis et Cuba. Notre pays n'est absolument pas responsable de ce recul, marqué par le renforcement du blocus, le retour à une rhétorique agressive et irrespectueuse et à l'application arbitraire de mesures injustifiées qui affectent de manière significative les liens entre les peuples et les familles, ainsi que les droits et les libertés des Cubains et des Étasuniens.

Les décisions adoptées par le gouvernement des États-Unis au cours des derniers mois ont non seulement interrompu le processus amorcé par décision souveraine des deux pays d'évoluer vers un nouveau type de relations, pour la première fois de leur histoire, fondées sur le respect et la coexistence civilisée, mais elles ont aussi ouvert de nouveaux fronts de tension.

Dans le cadre de ce recul, les États-Unis ont recours de nouveau à la fabrication artificielle de prétextes qui justifient un retour à des politiques vouées à l'échec et universellement rejetées.

Je répète catégoriquement que Cuba n'a aucune responsabilité dans les incidents qui auraient soi-disant affecté la santé de diplomates accrédités ou d'autres visiteurs étrangers.

Les résultats des enquêtes cubaines et étasuniennes, qui jusqu'à présent n'ont pas trouvé la moindre preuve des causes et de l'origine des problèmes de santé décrits, le confirment.

Ce n'est pas Cuba qui a établi de nouvelles interdictions aux liens économiques, commerciaux et financiers, très limités, entre les deux pays, ni qui n'a de nouveau restreint le droit des citoyens étasuniens à se rendre dans notre pays et des Cubains aux États-Unis, ni qui n'a porté atteinte au fonctionnement des ambassades, avec des conséquences négatives sur les

relations migratoires, les échanges et les voyages entre les deux pays.

Nous ne devons pas oublier que la politique adoptée par le nouveau gouvernement des États-Unis a soulevé l'opposition du peuple étasunien et de la communauté internationale, qui s'est clairement exprimée le 1er novembre dernier à l'Assemblée générale des Nations Unies lors de son vote, presque à l'unanimité, à l'exception des États-Unis et d'Israël, en faveur de la résolution présentée par notre pays sur la nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier exercé par le gouvernement des États-Unis, et dont le peuple cubain souffre depuis plus de 56 ans.

Il ne dispose pas non plus du soutien de la majorité de l'émigration cubaine, qui se trouve également affectée par des décisions qui ne favorisent que certains secteurs minoritaires rétrogrades, historiquement intéressés à provoquer une confrontation entre les deux pays.

Pour notre part, nous avons fait des efforts et nous continuerons à en faire pour préserver, dans la mesure du possible, les espaces d'échange et de coopération établis ces dernières années et, comme je l'ai dit à maintes reprises, Cuba est déterminée à continuer de négocier les questions bilatérales en suspens avec les États-Unis, sur la base de l'égalité et du respect de la souveraineté et de l'indépendance de notre pays, et à poursuivre un dialogue respectueux et la coopération sur des questions d'intérêt commun avec le gouvernement des États-Unis.

La Révolution cubaine a résisté aux attaques de 11 administrations des États-Unis d'appartenance différente et nous sommes ici et nous y resterons, libres, souverains et indépendants (Applaudissements).

Notre région d'Amérique latine et de la Caraïbe subit les agressions de l'impérialisme et des oligarchies avec pour objectif de faire reculer l'histoire et briser les avancées obtenues par les forces populaires durant ces dernières années.

La Révolution bolivarienne doit faire face à une guerre non conventionnelle imposée par ses ennemis extérieurs et des secteurs putschistes de l'intérieur.

Les résultats des récentes élections confirment la légitimité et le caractère

démocratique du gouvernement dirigé par le président constitutionnel Nicolas Maduro Moros et l'union civique et militaire.

Nous rejetons les mesures coercitives unilatérales imposées par les États-Unis, le Canada et l'Union européenne, ainsi que l'ingérence extérieure contre le processus bolivarien et chaviste du Venezuela, lesquelles menacent la paix et le dialogue entre les Vénézuéliens à des fins de déstabilisation, et provoquent des pénuries économiques à sa population.

Certains gouvernements du continent, en complicité avec des représentants de l'OEA discréditée, tentent d'abattre le Venezuela. L'Alliance bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique a réitéré, à travers la déclaration de son Conseil politique, réuni à La Havane dernièrement, que nous resterons unis à ses côtés.

La Révolution cubaine a souffert durant des décennies des étapes semblables et parfois pires à certaines occasions. Forts de cette expérience et fidèles à nos principes, nous réaffirmons notre solidarité indéfectible envers la République bolivarienne du Venezuela.

Nous maintiendrons notre collaboration avec le gouvernement et le peuple vénézuéliens, y compris dans les circonstances les plus défavorables.

Nous ferons tout ce qui sera en notre pouvoir pour respecter le devoir révolutionnaire de contribuer à la victoire de la Révolution bolivarienne et chaviste (Applaudissements).

Jamais nous ne manquerons à la loyauté et à la gratitude que nous ressentons envers le président Hugo Chavez Frias pour son soutien et sa solidarité envers nous dans les moments difficiles.

Par ailleurs, nous réitérons notre soutien à la sénatrice Cristina Fernandez de Kirchner, qui, comme vous le savez, fut présidente de l'Argentine, et à l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva, qui sont actuellement harcelés par l'oligarchie par le biais de procédures judiciaires, pour des raisons politiques.

Dans ce scénario de plus en plus complexe, nous, les pays d'Amérique latine

et de la Caraïbe, avons le devoir de progresser vers l'intégration politique, économique et sociale de Notre Amérique. Comme je l'ai affirmé dans diverses tribunes, œuvrer pour « l'unité dans la diversité » est une nécessité absolue.

Cuba ne ménagera pas ses efforts pour que la Celac, en tant qu'authentique mécanisme d'Amérique latine et de la Caraïbe, poursuive la promotion des intérêts communs de la région. À cette fin, les postulats de la Proclamation de l'Amérique latine et de la Caraïbe comme Zone de paix devraient demeurer la référence dans les relations entre les pays de la Celac et du reste du monde avec nos États.

Comme vous en avez été informé, il y a quelques jours, nous avons tenu le 6e Sommet Caricom-Cuba à Antigua-et-Barbuda, qui a démontré non seulement le niveau élevé des relations entre les nations de la Caraïbe et notre pays, mais aussi l'importance de la coopération et de la solidarité mutuelle que nous entretenons depuis des décennies.

Je tiens à réitérer notre soutien permanent à nos frères caribéens, victimes de phénomènes naturels dévastateurs comme les ouragans Irma et Maria. Par ailleurs, nous réclamons un traitement équitable et différencié pour les États de la Caraïbe, qui subissent aujourd'hui les effets dramatiques du changement climatique, et nous réaffirmons notre conviction que ce phénomène doit être abordé de façon décisive par tous.

À mesure que ses conséquences désastreuses se manifestent, la position du président des États-Unis de se retirer de l'Accord de Paris s'avère plus incohérente, au contraire de l'attitude du reste de la communauté internationale, qui s'est réunie en France le 12 décembre, lors du sommet convoqué par le président Emmanuel Macron et les Nations unies.

Il me paraît nécessaire de dire quelques mots sur la situation de la Palestine.

Je réaffirme notre profonde préoccupation et notre rejet de la décision unilatérale du gouvernement des États-Unis de reconnaître la ville de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël, ce qui constitue une grave violation des résolutions de l'ONU sur cette question, ainsi que du droit international.

Cette mesure, largement condamnée par la communauté internationale, exacerbe davantage les tensions dans la région et éloigne les possibilités de tout effort visant à reprendre les pourparlers de paix israélo-palestiniens.

Nous réaffirmons notre appui sans réserve à la recherche d'un règlement large, juste et durable du conflit, fondé sur la création de deux États, qui garantirait l'exercice du droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination, et à disposer d'un État indépendant à l'intérieur des frontières antérieures à 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

Enfin, je réitère avec toute mon énergie et toute ma conviction que notre pays continuera à maintenir ses positions de principe dans tous les aspects concernant les relations internationales, en faveur des droits des peuples, de la paix, de la justice et de la solidarité envers les meilleures causes de l'humanité (Applaudissements).

Pour conclure, camarades, je tiens à ratifier ce que j'ai déjà déclaré lors des 6^e et 7^e congrès du Parti au sujet de la pertinence de limiter à deux mandats de cinq ans l'exercice des principales fonctions de la nation. En conséquence, lorsque l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire sera constituée le 19 avril de l'année prochaine, mon deuxième et dernier mandat à la tête de l'État et du gouvernement aura pris fin et Cuba aura donc un nouveau président.

Il ne me reste plus qu'à vous souhaiter, à vous et à tout notre peuple, mes plus chaleureuses félicitations à l'occasion du Nouvel An, année 60 de la Révolution.

Je vous remercie (Ovations).

Source: Granma International

Publicités

Sur le même thème

[La réalité et les projections du pays au cœur des débats](#) Dans "Cuba"

[Raul Castro présent aux sessions du parlement cubain](#) Dans "Cuba"

[Raul Castro est réélu au poste de président du Conseil d'État de Cuba](#) Dans

"Cuba"